

Le «Rapporteur spécial» qui dérange l'autorité pour aider les victimes

Article du quotidien suisse LE TEMPS, mardi 9 novembre 2004

Depuis vingt-cinq ans, un nouveau personnage est apparu sur la scène de l'ONU: celui qui «rapporte» à la Commission des droits de l'homme sur les violations de la liberté, de l'intégrité ou de la dignité humaines commises dans certains pays. Mais cette invention apparue pendant la Guerre froide dans le système onusien est de plus en plus marginalisée.

Auteur : Afsané Bassir Pour
Mardi 9 novembre 2004

Qui sont ces «Rapporteurs spéciaux» de l'ONU qui, jour après jour, dénoncent publiquement le scandale de la prison d'Abou Ghraib, interpellent, les uns après les autres, le président George Bush, écrivent à Donald Rumsfeld, demandent des enquêtes sur les prisonniers américains en Afghanistan et exigent des réparations pour les détenus de Guantanamo Bay? Au nom de qui parlent-ils alors même que l'ONU, comme d'ailleurs ses Etats membres, ne dit rien? «Nous parlons au nom des victimes où qu'elles se trouvent dans le monde», explique Louis Joinet, le magistrat français qui fut, il y a vingt-cinq ans, à l'origine du concept des Rapporteurs, un concept qui a révolutionné l'ONU. «La première chose à savoir sur les Rapporteurs est que, malgré notre titre, nous ne sommes pas des fonctionnaires de l'ONU, un fait que même certains gouvernements ne savent pas, dit-il, nous avons une liberté totale pour la simple raison que nous ne sommes pas payés du tout, nous travaillons par pure conviction.»

Au fil des ans, les Rapporteurs sont devenus un «outil fondamental» pour les victimes et un «danger» pour les Etats membres, qui tentent à tout prix de limiter leur pouvoir. Ils sont «l'arme secrète de l'ONU» et il faut, avertissent les activistes, «à tout prix les soutenir». La bataille contre les Rapporteurs a déjà commencé. Certains gouvernements disent que les Rapporteurs devraient être «élus» et non plus «nommés» par le président de la Commission des droits de l'homme (CDH), comme c'est le cas. Quand ils sont dans la cible, les gouvernements traitent les Rapporteurs de tous les noms et mettent systématiquement en question leur crédibilité. (Un Rapporteur pour les exécutions sommaires a été qualifié de «voyou» par le Congrès américain et celui sur la torture d'«incompétent» par le gouvernement de José Maria Aznar.) Ils sont régulièrement insultés, menacés, chassés et, malgré leur immunité, enfermés dans leurs chambres d'hôtel et parfois même agressés physiquement.

Tout a commencé avec Augusto Pinochet, se rappelle Louis Joinet. «Son coup d'Etat au Chili a créé le premier consensus de la Guerre froide, une convergence de protestations qui nous a permis d'ouvrir une brèche» permettant à la Commission des droits de l'homme de créer des «mécanismes spéciaux» dont font parti les Rapporteurs. Louis Joinet a mené, en 1980, la première enquête sur la détention arbitraire au Chili. D'autres ont suivi, sur les disparitions forcées en Argentine, les exécutions sommaires en Iran et la torture, «drame mondial». Depuis la fin de la

Guerre froide, les Rapporteurs s'occupent de toutes sortes de privations de liberté. Ils sont maintenant «une armée» de 43 Rapporteurs et d'Experts indépendants, hommes et femmes, avec 36 mandats différents. Vingt-deux d'entre eux analysent thématiquement des violations des droits civils et politiques et, depuis 2000, des droits économiques, sociaux et culturels. Les autres sont des Rapporteurs par pays, et leur nombre, à cause de l'hostilité des gouvernements, diminue d'année en année.

Alertés par des plaintes individuelles, les ONG ou par la presse, les Rapporteurs initient trois à quatre missions par an dans des pays de leur choix accusés de violations. Ils présentent leurs rapports deux fois par an; à la Commission des droits de l'homme à Genève puis à l'Assemblée générale de l'ONU à New York où, le plus souvent, ils sont ignorés. Dans les pays où ils se rendent, en revanche, ces rapports deviennent de plus en plus l'objet d'intenses débats publics, comme en Iran après la visite de Louis Joinet à la prison d'Evin ou après celle du Néerlandais Theo van Boven dans des prisons espagnoles en mars dernier. Israël, qui avait toujours refusé de les recevoir, a finalement jugé le Rapporteur sur le droit à l'alimentation comme «le plus inoffensif des mandats» et, l'an dernier, pour la première fois, lui a ouvert ses portes.

C'était mal connaître le Rapporteur. Sans attendre la réaction d'Israël, le Suisse Jean Ziegler a publié un rapport accablant accusant Israël d'utiliser «l'arme de la faim» contre les Palestiniens. Chargé des droits de l'homme dans les territoires occupés, le juge sud-africain John Duggard est une autre cible favorite des deux parties au Proche-Orient. «Je ne pouvais pas dénoncer le mur et ne rien dire sur les attentats-suicides, même si ce n'est pas vraiment dans mon mandat», dit-il.

Parmi les plus célèbres des Rapporteurs sont deux sœurs pakistanaises: Asma Jahangir, chargée des exécutions sommaires, et Hina Jilani, chargée du sort des défenseurs des droits de l'homme dans le monde. Toutes deux des alliées «inestimables» pour les victimes. Mme Jahangir s'est attiré les foudres de son propre gouvernement pour avoir dénoncé, au Pakistan, des exécutions sommaires. Sa sœur, pour avoir dénoncé les crimes d'honneur. «Nous sommes le seul mécanisme vivant de l'ONU, explique Mme Jahangir. C'est nous qui sommes sur le terrain, et nous ne sommes pas assez utilisés», se plaignent-elles. Mme Jahangir, une ancienne juge à la Cour suprême du Pakistan, estime que les Rapporteurs devraient pouvoir alerter directement le Conseil de sécurité. Notion à laquelle résistent bec et ongles les gouvernements qui savent que les Rapporteurs sont tout sauf langue de bois.

Personnalités fortes, charismatiques et talentueuses le plus souvent, au sommet de leur carrière de magistrat ou de professeur, les Rapporteurs ont une vaste expérience dans leur domaine. Ils parlent, ouvertement et non sous le couvert de l'anonymat. Ils s'en prennent à la fois aux gouvernements «quels qu'ils soient», mais aussi à l'ONU, «pour son incompetence».

Rapporteur sur la question de la liberté de religion, le Tunisien Abdel Fattah Amor explique sans mâcher ses mots que, depuis le 11 septembre 2001, «le monde est devenu antisémite, islamophobe et raciste tout court». Quand il s'agit des droits de l'homme, dit-il, «tous les pays sont des voyous à des degrés différents».

Pour les organisations non gouvernementales (ONG), les Rapporteurs sont des héros; elles se battent constamment pour renforcer leur pouvoir. «La presse ne sait même pas qui ils sont ni ce qu'ils font, se lamente Reed Brody, de Human Rights Watch, mais les Rapporteurs sont, sans aucun doute, les gens les plus importants de l'ONU, des gens de conviction dont les missions ont de vrais impacts sur le terrain. Ils peuvent littéralement sauver des vies, qu'est-ce qui peut être plus important que cela? Ils ont, poursuit Reed Brody, le mandat, l'indépendance et le talent pour présenter les faits tels qu'ils sont, aux Etats-Unis comme au Congo.» Human Rights Watch (HRW) demande avec les autres ONG qu'une «invitation ouverte» aux Rapporteurs soit la condition sine qua non pour devenir membre de la CDH. «Pour les gouvernements, les Rapporteurs sont subversifs, dit Antoine Bernard, directeur exécutif de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). Pour nous, leur rôle est fondamental et devrait être soutenu à tout prix.» «Les victimes, explique-t-il, n'ont que trois voies de recours: les Rapporteurs, les ONG et la presse, mais seuls les Rapporteurs peuvent ouvrir les portes de prison.»

Pour entrer dans un pays, le Rapporteur doit négocier avec le gouvernement en question, parfois pendant des mois, voire des années. Mais, pour un Rapporteur, «la notion de refus n'existe pas», dit Louis Joinet, qui aura dû attendre trois ans et demi pour mettre les pieds en Chine. «Tout l'art consiste à savoir comment se faire admettre dans un pays qui sait qu'il va se faire critiquer.» Il dit souvent aux pays qu'«il vaut mieux courir le risque de se faire critiquer en coopérant que d'être critiqué pour refus de coopération».

Rapporteur pour la Birmanie, le Brésilien Sergio Pinheiro a moins de problèmes avec les généraux birmans, qui, note-t-il, l'ont laissé rendre visite six fois à Aung San Suu Kyi, qu'avec l'ONU. «J'ai l'impression qu'à New York et à Genève nous sommes plus considérés comme des trouble-fêtes que comme des troubleshooters [médiateurs], dit le Brésilien; que les Etats nous attaquent est bon signe, mais que l'ONU nous ignore, c'est impardonnable», ajoute ce Rapporteur qui consacre «plus de 50%» de son temps à son travail «sans être payé». Mais, comme la plupart des Rapporteurs, il refuse une rémunération: «Une chose est certaine, conclut-il, sans les Rapporteurs, la Commission des droits de l'homme peut fermer boutique.»